

Guinée/Massacre du 28 Septembre: Dadis Camara en tête d'une liste noire de l'Union européenne

Page 9

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mardi 25 mai 2021

7 jrs/7

N°1633 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

RDC : Au moins 20 morts suite à l'éruption du volcan Nyiragongo à Goma

Page 2



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Changement climatique : Les catastrophes climatiques ont causé plus de déplacements internes dans le monde que la guerre en 2020, selon IDMC

Page 5

RDC

Au moins 20 morts suite à l'éruption du volcan Nyiragongo à Goma



La ville de Goma s'est vidée de ses habitants

Le volcan Nyiragongo au nord de la ville de Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), considéré comme le plus dangereux d'Afrique est entrée en éruption samedi 22 mai au soir, après plus de 19 ans de sommeil poussant des centaines de milliers d'habitants de la ville de Goma et ses environs au déplacement.

Le Nyiragongo, situé dans la région très peuplée de Goma, constitue une menace pour environ 1,5 million d'habitants. Culminant à 3 470 mètres. Il est connu pour abriter le plus grand lac de lave quasiment permanent au monde. Ce samedi en entrant en éruption après un long sommeil, il a fait craindre le pire. En effet, selon les scientifiques, ses coulées de lave sont extrêmement rapides, pouvant dévaler une pente à 100 km/h. La coulée de lave descendue des flancs du volcan qui s'est immobilisé, dans les faubourgs de Goma, est tout de même accompagnée de tremblements de terre. Vers 23h GMT le samedi 22, « la coulée de lave a perdu en intensité. Mais, il y a quelques secousses sismiques », a déclaré dimanche à Anadolu, Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais. Au total, 17 villages ont été touchés, la principale route de la région reliant Goma au Nord de la province. La présidence a annoncé samedi soir que le Président Félix Tshisekedi a décidé d'interrompre son séjour en Europe pour « rentrer dès ce dimanche au pays afin de superviser la coordination des secours aux populations des zones menacées par cette éruption volcanique ».

La suite à la page 3

RDC

La suite de la page 2



La coulée de lave s'est arrêté aux portes de la ville dimanche

20 morts, dont 9 des suites d'un accident

Des milliers de Congolais qui ont fui Goma, vers le Rwanda ont refait le chemin inverse dimanche matin, selon les médias publics rwandais. Entre 5.000 et 7.000 personnes avaient traversé la frontière pour être accueillies dans des écoles et des lieux de culte au Rwanda. Cependant avec l'arrêt du volcan, des tremblements de terre, parfois très forts, ont secoué la ville à intervalles réguliers, se multipliant à un rythme inquiétant durant le dimanche. Face à ce cataclysme, « Le bilan provisoire fait état de 15 morts, dont 9 des suites d'un accident de la circulation alors que la population était en cours d'évacuation vers Saké. 4 prisonniers qui ont tenté de s'enfuir de la prison ont été rattrapés et ça s'est terminé par la mort », a déclaré lors d'un point de presse, le porte-parole du gouvernement congolais, Patrick Muyaya. Il a ajouté qu'il y avait aussi « deux autres personnes qui sont mortes calcinées », deux nourrissons consumés par les laves. Par ailleurs, au moins cinq personnes ont été retrouvées mortes ce lundi, asphyxiées par les émanations toxiques de la lave dans la zone de Kibati selon RFI. A noter que la dernière éruption du volcan remonte au 17 janvier 2002 et avait fait près de 1000 morts. Les habitants gardent un œil sur le volcan qui pourrait être actif à nouveau surtout avec les secousses sismiques qui s'enchainent.

Pierre Oued.

Dernière minute

Mali : Le président de la transition et son premier ministre interpellés par des militaires

Selon Jeune Afrique, le président malien de la transition, Bah N'Daw et son premier ministre Moctar Ouane ont été interpellés par des militaires et conduits au camp de Kati, d'où le putsch contre l'ex-président Ibrahim Boubacar Keita était parti, en Août 2020.

Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.



Le président malien de la transition, Bah N'Daw

AFRIQUE

Changement climatique : Les catastrophes climatiques ont causé plus de déplacements internes dans le monde que la guerre en 2020, selon IDMC

En Afrique, les tempêtes intenses et les inondations ont provoqué trois fois plus de déplacements que les conflits violents l'année dernière, le nombre de personnes déplacées dans le monde ayant atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré.



Les inondations causées par de fortes pluies saisonnières ont détruit un grand nombre de maisons dans l'État de Khartoum, au Soudan, en août dernier



Les crises de déplacement résultent de nombreux facteurs interdépendants, notamment les changements climatiques et environnementaux, les conflits prolongés et l'instabilité politique

Il y avait au moins 55 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays à la fin de l'année dernière, selon les chiffres publiés par l' Observatoire des déplacements internes (IDMC) du Conseil norvégien pour les réfugiés .Il y a eu plus de deux fois plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays que de réfugiés, représentant le nombre le plus élevé jamais enregistré, mais en ligne avec son augmentation constante au cours de la dernière décennie. Au cours d'une année qui a été la plus chaude jamais enregistrée , 5 millions de personnes de plus ont été déplacées qu'en 2019. Au total, environ 48 millions de personnes ont été déracinées de leurs foyers à la suite des conflits et de la violence, tandis que 7 millions ont été déplacées par des catastrophes. L'IDMC a déclaré que ce dernier était probablement une sous-estimation importante en raison de données incomplètes. Environ 20 millions de personnes déplacées étaient des enfants de moins de 15 ans et 2,6 millions de plus de 65 ans.

Conflits prolongés et instabilité politique

La plupart vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Le rapport de l'IDMC a indiqué

La suite à la page 5

CAMEROUN

La suite de la page 4

que chaque année, des millions de personnes sont forcées de fuir leurs maisons à cause des conflits et de la violence. Les catastrophes et les effets du changement climatique déclenchent régulièrement des déplacements nouveaux et secondaires, sapant la sécurité et le bien-être des populations.«L'ampleur des déplacements dans le monde augmente, et la plupart se produisent à l'intérieur des frontières des pays.» Le rapport de l'IDMC montre que les près de 10 millions de nouveaux déplacements provoqués par le conflit l'année dernière ont été principalement déclenchés «par des niveaux persistants de violence en République démocratique du Congo, en Syrie et en Éthiopie».Alexandra Bilak, directrice de l'IDMC, a déclaré à l'agence Reuters qu' «Il est particulièrement préoccupant que ces chiffres élevés aient été enregistrés dans le contexte de la pandémie de Covid-19, lorsque les restrictions de mouvement ont entravé la collecte de données et que moins de personnes ont cherché des abris d'urgence par peur de l'infection. «Les crises de déplacement d'aujourd'hui résultent de nombreux facteurs interdépendants, notamment les changements climatiques et environnementaux, les conflits prolongés et l'instabilité politique. "Dans un monde rendu plus fragile par la pandémie de Covid-19, une volonté politique soutenue et des investissements dans des solutions locales seront plus importants que jamais." a-t-il fait savoir.

K.Fiakofi

Fonds Covid-19: audition de plusieurs ministres après un rapport dépeignant des cas de malversations



Les ministres Malachie Manaouda (Santé) et Madeleine Tchuente (Recherche scientifique) soupçonnés de détournement de fonds liés à la lutte contre le Covid-19

Un rapport de la Cour des comptes a fuité le 19 mai sur les réseaux sociaux. Ledit rapport fait cas des dysfonctionnements et des malversations dans la gestion des fonds dédiés à la lutte contre le Covid-19 au Cameroun. Des auditions dans le cadre de cette enquête ont débuté et deux ministres sont pour le moment soupçonnés de détournement de ces fonds.

Le sommeil de plusieurs autorités camerounaises est perturbé depuis la publication d'un rapport de la Cour des comptes sur la gestion de la lutte contre le coronavirus. Ce rapport accablant énumère des malversations financières, dont des dépassements de budget et d'évasion des fonds prestataires. 24 ministères impliqués dans la gestion des fonds du Covid-19 sont inquiétés. Une enquête portant sur l'utilisation de cet argent octroyé par les bailleurs de fonds a été ouverte. A en croire le magazine Jeune Afrique, plusieurs ministres sont auditionnés au Tribunal criminel spécial (TCS). Les principaux concernés sont Malachie Manaouda, le ministre de la Santé, Madeleine Tchuente,

La suite à la page 6

AFRIQUE

La suite de la page 5

la ministre de la Recherche scientifique et Mouhamadou Dabo, un homme d'affaires.

Bref bilan des conclusions de l'audit de la Cour des compte

En effet, alors que le gouvernement, à travers le ministère de la Recherche et de l'Innovation, avait annoncé qu'il avait la capacité de produire localement cinq millions de comprimés de chloroquine et cinq millions autres d'azithromycine, le rapport a révélé que cette activité budgétisée à un peu plus de quatre milliards de francs CFA a en réalité été exécutée par un fabricant indien. Les comprimés ainsi fabriqués ont juste été conditionnés dès réceptions au Cameroun. Une démarche qui, conclut la Cour des comptes, était contraire aux prescriptions du président de la République.

Autre exemple! S'agissant de l'aménagement des centres de mise en quarantaine, le rapport indique que des commandes et prestations fictives ont été enregistrées pour un montant équivalent à près de 134 millions de francs CFA. Les critères de sélection des prestataires et les conditions d'attribution des marchés sont jugés opaques par les auditeurs. Une situation qui aurait conduit à la contractualisation de prestataires aux états de services douteux.

Line Rose

Covid-19 en Afrique : l'OMS relève des blocages et des difficultés qui entravent la vaccination



Selon l'OMS, des « négociations actives » sont en cours avec d'autres fabricants de vaccins afin de « diversifier le portefeuille »

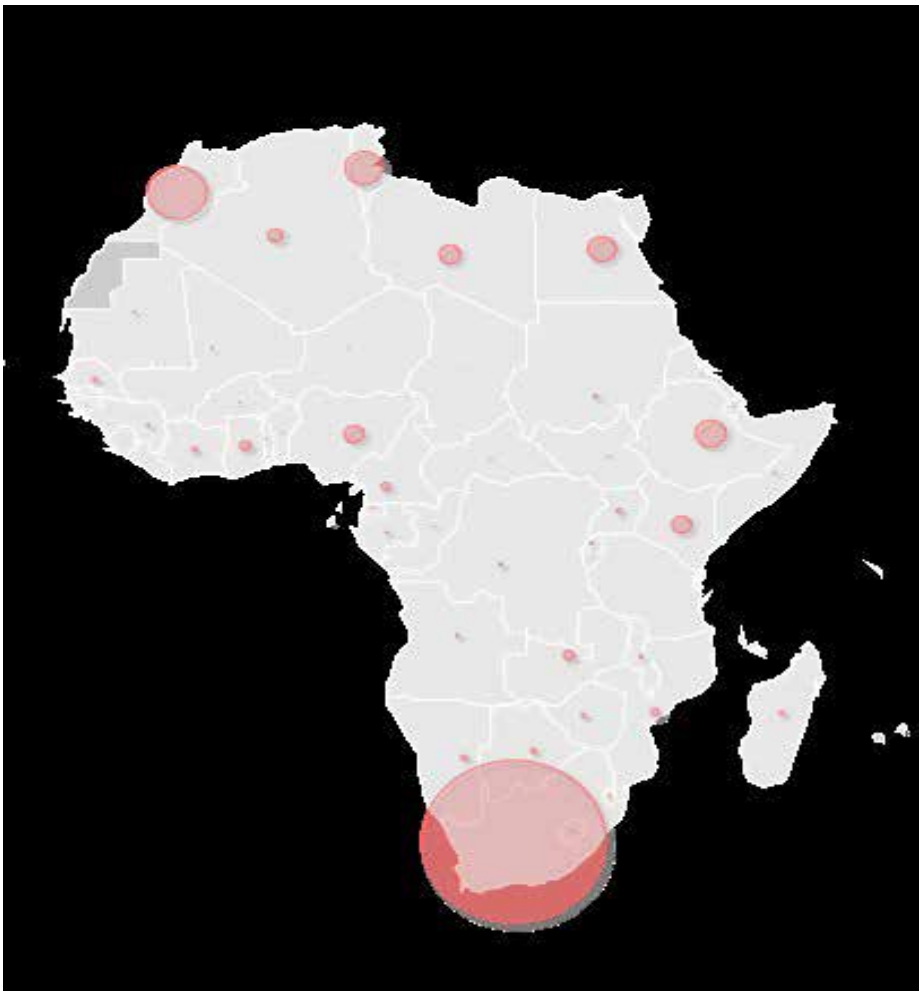
Un blocage des approvision-nements et des difficultés financières retardent le déploiement des vaccins anti-Covid-19 en Afrique et risquent d'entraver les plans visant à étendre considérablement le déploiement des sérums sur le continent, a averti jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Alors que les habitants des pays riches appuient sur le bouton de réinitialisation cet été et que leur vie commence à paraître normale, en Afrique, nos vies resteront en suspens », a regretté la Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Dans le monde, un total de 1.407.945.776 doses de vaccin ont été administrées, selon un décompte établi par l'OMS le mardi 18 mai 2021. En Afrique , des retards d'approvisionnement et les pénuries de vaccins contraignent de plus en plus de pays à accuser davantage de retard par rapport au reste du monde en ce qui concerne la vaccination contre la Covid-19. Désormais, le continent africain

La suite à la page 7

ALGERIE

La suite de la page 6



Le nombre de vaccins administrés en Afrique ne représente plus que 1% de celui enregistré dans le monde, contre 2% il y a quelques semaines

ne représente plus que 1% des doses de vaccin administrées dans le monde, contre 2% il y a quelques semaines.

66 millions de doses promises

Comme pour aggraver les retards de la campagne vaccinale, les livraisons de vaccins via COVAX se sont pratiquement arrêtées en mai. En effet, le « Serum Institute of India », a décidé de privilégier ses doses pour un usage domestique dans le pays hôte, a indiqué l'OMS. Dans ces conditions, le continent africain n'a reçu entre février et mai qu'un quart 18,2 millions des 66 millions de doses attendues par le biais du mécanisme COVAX. « C'est injuste », a ajouté Dr Moeti lors d'un point de presse virtuel depuis Congo Brazzaville. Dans cette course contre la montre, l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU estime que le déficit d'approvisionnement peut être comblé si les pays disposant de doses excédentaires et mettent de côté un pourcentage de vaccins pour le dispositif COVAX .« Le partage des doses est essentiel pour mettre fin à la pénurie d'approvisionnement et à la pandémie dans son ensemble, car personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas », a-t-elle fait valoir.

Accès équitable et durable des vaccins

En attendant, le dispositif COVAX continue d'explorer d'autres options permettant d'atténuer l'impact de cette pénurie mondiale d'approvisionnement. Selon l'OMS, des « négociations actives » sont en cours avec d'autres fabricants de vaccins afin de « diversifier le portefeuille ». L'objectif est de soutenir « l'augmentation à moyen et long terme de la capacité de fabrication ».« Nous sommes optimistes quant à l'amélioration significative de la disponibilité des vaccins au cours du second semestre de l'année. Nous pouvons encore rattraper le retard pris, mais le temps presse », a dit à la presse la Dre Moeti. Lors d'une réunion virtuelle consacrée à la paix et la sécurité en Afrique, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres s'était inquiété aussi de l'offre limitée des vaccins et leur accès tout aussi limité sur le continent. Le chef de l'ONU a ainsi renouvelé son appel à un accès équitable et durable aux vaccins dans le monde entier.

K.Fiakofi

NIGER

Des Nigériens violentés à Abidjan: Niamey dépêche une mission ministérielle

Le gouvernement nigérien a annoncé jeudi 20 mai, l'envoi d'une mission ministérielle en Côte d'Ivoire, au lendemain des violences contre des ressortissants nigériens dans la capitale ivoirienne Abidjan. Il s'agit pour les autorités nigériennes de s'enquérir de la situation qui prévaut sur place.



Au moins 39 nigériens blessés suite aux violences dans plusieurs quartiers d'Abidjan



Une vidéo infox provoque des violences contre la diaspora nigérienne en Côte d'Ivoire

Un comité de gestion de crise a été mis en place au Niger, après les violences perpétrées contre la diaspora nigérienne à Abidjan. Sur instruction du chef de l'Etat nigériens Mohamed Bazoum, le ministre de l'Intérieur et le ministre délégué aux Affaires étrangères ont été envoyés en Côte d'Ivoire. «Le président de la République a décidé d'envoyer le ministre de l'Intérieur et le ministre délégué aux Affaires étrangères en Côte d'Ivoire», a annoncé le ministre nigérien des Affaires étrangères et de la coopération Massaoudou Hassoumi. A l'en croire, cette mission a pour objectif de présenter la compassion du gouvernement et du peuple nigérien à la communauté nigérienne en Côte d'Ivoire et «évaluer la situation sur place».

Les faits

A l'origine des ces violences contre les Nigériens, la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux, par une présumée jeune internaute ivoirienne, dans laquelle des militaires s'exprimant en haussa, une des principales langues du Niger, commettaient des exactions sur des jeunes qui seraient des migrants ivoiriens. Vérification faite, la vidéo a été tournée au Nigéria il y a plus de 10 ans et non au Niger.

La suite à la page 9

GUINEE

La suite de la page 8

Dans un communiqué publié jeudi, la communauté ivoirienne au Niger a démenti la vidéo, soulignant «qu'aucun ivoirien vivant au Niger n'est victime des tels agissements» invitant à la cessation «immédiate» des violences contre les Nigériens vivant en Côte d'Ivoire.

Bilan des violences

Selon des témoignages recueillis par des médias ivoiriens et nigériens, de nombreux ressortissants nigériens ont été blessés à l'aide d'armes blanches et beaucoup de leurs biens ont été spoliés ou saccagés. Selon un communiqué cité par le site aNiamey.com le 21 mai, le bilan des actes de violences et de vandalismes dressé par l'Ambassade du Niger à Abidjan fait état de 39 nigériens blessés ; 290 réfugiés dont 148 à l'Ambassade, 39 à la Brigade de gendarmerie d'Abobo, et 103 à la préfecture de police d'Abidjan ; et des dégâts matériels importants enregistrés principalement dans les communes d'Abobo, de Yopougon et d'Adjamé. Toujours selon ce communiqué, 24 personnes ont été interpellées par les forces de sécurité ivoiriennes. Les autorités des deux pays ont appelé au calme et à la retenue.

Line Rose

Massacre du 28 Septembre: Dadis Camara en tête d'une liste noire de l'Union européenne



L'ex chef de junte guinéen Dadis Camara ainsi que 4 autres personnalités guinéennes sont sanctionnées par l'Union européenne pour le massacre du 28 septembre

L'ex chef de junte guinéenne Moussa Dadis Camara ainsi que 4 autres personnalités guinéennes ont été sanctionnées par l'Union européenne pour leurs rôle dans le massacre du 28 septembre 2009, en Guinée.

Après plus de dix ans, le dossier du massacre du 28 septembre en Guinée refait surface. Sur 71 Guinéens initialement sanctionnés par l'Union européenne (UE) dans le règlement du Conseil du 22 décembre 2009, cinq individus font actuellement l'objet de restrictions.

En tête de liste, Moussa Dadis Camara, ex-chef du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), actuellement en exil au Burkina Faso. Jean-Claude Pivi, alors chargé de la sécurité présidentielle, Moussa Tiégboro Camara, ex-ministre des Services spéciaux, de la lutte antidrogue et du grand banditisme, Abdoulaye Chérif Diaby, ex-ministre de la Santé, et l'ancien aide de camp de Dadis Camara, Toumba Diakité, sont les quatre autres personnalités guinéennes sanctionnées par l'UE. Il leur a notamment été imposé une interdiction de voyager sur le territoire des États membres de l'UE et gel de leur avoirs.

La suite à la page 10

GUINEE

La suite de la page 9



Le 28 septembre 2009, des manifestants contre la candidature de Dadis Camara à la présidentielle ont été massacré au désormais stade de Conakry

L'UE appelle à la justice

En avril dernier, des parlementaires européens, notamment de Bruxelles, se sont dits inquiets de manière générale de la situation actuelle en Guinée. Dans un courrier, ils ont souligné que des responsables du massacre du 28 septembre - identifiés par la commission d'enquête internationale de l'ONU occupent toujours des positions élevées dans la hiérarchie civile ou militaire et que ces mêmes personnes ont participé activement à la répression des manifestations de l'opposition l'an passé. Pourtant, selon le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, l'UE a toujours demandé que les auteurs du massacre soient jugés. "Ce qui n'est malheureusement toujours pas le cas", a-t-il déploré, selon RFI. Toutefois, Josep Borrell a annoncé que le renouvellement de ces sanctions contre les cinq coaccusés du massacre sera examiné en septembre prochain.

Pour rappel, le 28 septembre 2009, une grande manifestation contre la candidature de Dadis Camara vire au drame au stade de Conakry. Des Bérets rouges (membres de la garde présidentielle) et miliciens ouvrent le feu sur des manifestants, certains sont poignardés, des dizaines de femmes sont « violées et sexuellement mutilées », selon la Commission d'enquête internationale de l'ONU, cité par Koaci. Le bilan fait état de 157 morts.

La justice n'a toujours pas été rendue au victime. « La justice avance dans ce dossier et informe régulièrement de l'évolution de l'instruction en attendant la tenue d'un procès. Le processus judiciaire suit son cours normal », ont déclaré récemment les autorités guinéennes.

Line Rose

L'Ouganda signe un accord de réhabilitation ferroviaire de 5 milliards de shillings entre Malaba et Kampala

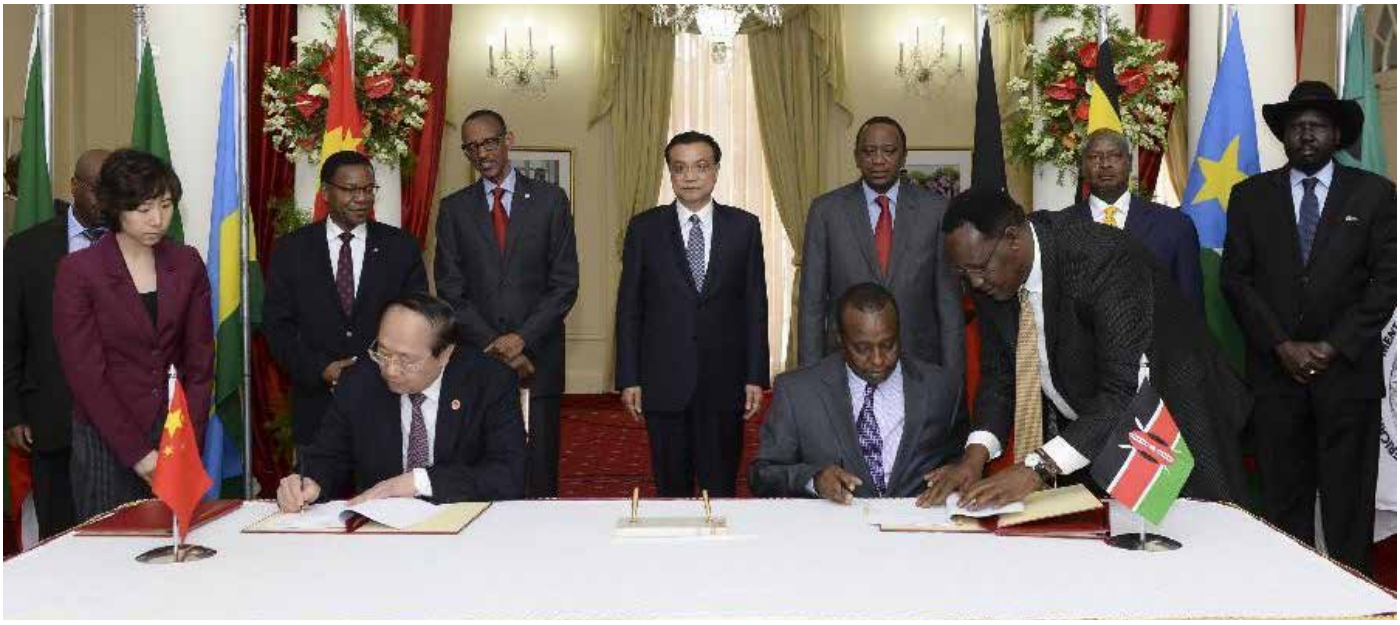
L'Ouganda a signé un accord de 5 milliards de shillings avec une entreprise chinoise qui verra sa ligne de chemin de fer centenaire de 260 kilomètres entre Malaba et Kampala réhabilitée en moins de 12 mois.

La signature de l'accord met effectivement fin au rêve de Kampala d'avoir un chemin de fer à écartement standard (SGR) de la frontière kényane à Kampala, et éventuellement au Rwanda, en retombant sur l'ancienne voie ferrée alors qu'il cherche à évacuer plus rapidement les marchandises de Mombasa. Selon le journal Nation Africa, le Kenya a aidé à conclure l'accord mercredi, en présence de représentants des ministères des transports du Kenya et de l'Ouganda, des chemins de fer du Kenya, des chemins de fer de l'Ouganda

La suite à la page 11

OUGANDA

La suite de la page 10



L'accord met fin au rêve de Kampala d'avoir un chemin de fer à écartement standard (SGR)

et de l'ambassade de Chine. Le secrétaire du Cabinet des transports et des infrastructures du Kenya, James Macharia, a révélé à la presse locale qu'ils faisaient partie des pourparlers de concessions entre China Road and Bridge Corporation (CRBC) et l'OUganda Railways Corporation (URC) pour que l'entreprise chinoise réhabilite la ligne ferroviaire Malaba-Kampala. «Nous sommes venus ici pour les aider (l'Ouganda) à conclure cet accord. C'est fait. L'idée est de nous assurer que nous avons un fonctionnement sans faille de la ligne de chemin de fer à voie métrique de Naivasha jusqu'à Kampala », a déclaré M. Macharia à Nation .

Il a ajouté que son pays a engagé CRBC pour réhabiliter la ligne Longonot-Malaba et les progrès sont bons jusqu'à présent.



Le Kenya a commencé la réhabilitation de la ligne de 460 km Longonot-Malaba, d'un coût de 3,5 milliards de shillings, qu'il espère être prête d'ici la fin de cette année.

Nous avons donc pensé que cela avait du sens, l'Ouganda devait également commencer à faire de même pour leur ligne afin de mener à bien ce projet. En janvier dernier , le Kenya a commencé la réhabilitation de 3,5 milliards de shillings de la ligne de 460 km Longonot-Malaba, qu'il espère être prête d'ici la fin de cette année. Une fois les réparations terminées sur l'ancienne ligne, celle-ci sera reliée au SGR de Naivasha. Cela permettra un transport transparent des conteneurs de fret de Mombasa à Kisumu et à la frontière de Malaba en Ouganda.

K.Fiakofi

AFRIQUE

Piraterie dans le golfe de Guinée: les transporteurs appellent à une coalition

Une centaine de transporteurs et compagnies du secteur maritime international ont signé la semaine dernière une déclaration appelant à créer une coalition pour mettre un terme à la piraterie dans le golfe de Guinée, selon l'AFP.



La principale association mondiale de transporteurs maritimes, Bimco, qui représente 60% du tonnage mondial, est à l'origine de cette déclaration

En 2020, 130 des 135 enlèvements de marins recensés dans le monde ont eu lieu dans cette zone qui s'étend le long de 5 700 km de côtes en Afrique de l'Ouest, selon un récent rapport du Bureau maritime international. Perpétrées essentiellement par des pirates nigérians, les attaques de navires pour enlever leurs équipages et les échanger contre des rançons y sont devenues très fréquentes ces dernières années. Raison pour laquelle, une centaine de transporteurs et compagnies du secteur maritime international ont signé, mardi 18 mai, une déclaration appelant à créer une coalition pour mettre un terme à la piraterie dans cette partie du monde.

« En 2021, la menace d'être enlevé pour une rançon pèse sur tous les marins », déplorent les 99 entreprises maritimes européennes, chinoises, turques ou indiennes signataires de cette déclaration. « Si le nombre d'attaques reste inchangé [par rapport à 2020], *la violence, la portée et la sophistication de celles-ci ont augmenté* », s'inquiètent ces compagnies, qui appellent « toutes les parties prenantes à […] *s'unir dans une coalition pour mettre fin à la menace de la piraterie dans le golfe de Guinée* ».

Plusieurs navires de pays de l'Union européenne (UE) patrouillent

Le plus grand transporteur maritime au monde, Maersk, avait appelé début mars au déploiement rapide d'une importante intervention maritime internationale pour lutter contre la piraterie



Le golf de guinée est un axe important dans le transport maritime

dans le golfe de Guinée. Plusieurs navires de pays de l'Union européenne (UE) patrouillent déjà dans la zone. Les signataires réclament également un renforcement des capacités et un meilleur partage des renseignements entre les acteurs.

Pierre Oued.

RDC

Le président Tshisekedi veut renégocier les contrats miniers

En visite récemment à Kolwezi, au Katanga, le président congolais Antoine Félix Tshisekedi a annoncé vouloir revoir les contrats miniers signés par la RDC dans les années passées. «Il n'est pas normal que ceux avec qui le pays a signé des contrats d'exploitation s'enrichissent pendant que nos populations demeurent pauvres" a-t-il déclaré selon **France info.**



Même s'il est invraisemblable que cela puisse arriver, le bras de fer engagé avec la Chine aura le mérite de revoir la coopération entre les deux nations



La RDC est un vaste pays à fort potentiel minier

C'est en plein meeting en centre-ville, et acclamé par des milliers d'habitants que le Chef de l'Etat a lancé cette pique : "Il est temps que le pays réajuste ses contrats avec les miniers pour sceller des partenariats gagnant-gagnant». La veille à Lubumbashi, il avait déjà rodé son discours, pointant du doigt les investisseurs «qui nous ont trop volés», alors que le peuple congolais «continue à croupir dans la misère». La dépêche de l'Agence France Presse a été reprise par tous les grands médias. Ce discours très offensif a fait l'effet d'une bombe et a bien sûr enflammé les plus nationalistes des Congolais. Et pour cause. Si aucun des investisseurs n'a été cité, pour beaucoup cela ne fait aucun doute, les Chinois sont les premiers visés. Au Katanga, où opèrent une quarantaine d'entreprises minières, les trois-quarts sont chinoises ou détenues majoritairement par des capitaux chinois. Et selon le site Africa Intelligence, «l'exécutif congolais entame un bras de fer avec la Chine sur les contrats passés avec l'ex-président Joseph Kabila, dont les clauses sont jugées contraires aux intérêts du pays».

Près de 6,5 milliards de dollars de perte

Suite à ces contrats miniers déséquilibrés, la RDC a perdu

La suite à la page 14

La suite de la page 13

environ 6,5 milliards de dollars entre 1996 et 2009 selon la société nationale Gécamines. Félix Tshisekedi qui a certes un intérêt de politique intérieure, a souhaité en effet, montrer à la population qu'il s'affranchit un peu plus de la tutelle de son ancien allié Joseph Kabila. Car c'est ce dernier, au pouvoir de 2001 à 2019, qui avait négocié en 2008 un contrat sous forme de troc (cobalt et cuivre contre la construction d'infrastructures) avec un consortium chinois pour un montant de neuf milliards de dollars, renégocié à six milliards sous pression du FMI. A ce jour, près de 2,74 milliards ont été décaissés par la partie chinoise, pour l'essentiel sous forme d'investissements. Même si la renégociation des contrats n'ira peut-être pas plus loin que ce discours, il a tout de même contribué à déclencher des réactions de la part des acteurs internationaux. Peter Pham, l'envoyé spécial américain dans la région, s'est empressé de saluer l'initiative congolaise, lançant même un «bravo» très remarqué à l'attention du président congolais. Un soutien qui illustre le réchauffement très net entre les deux pays depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir. Et quant à la Chine à travers son ambassadeur en RDC, Zhu Jing, de réagir en twittant "La RDC et l'Afrique ne doivent pas être le champ de bataille des puissances.Soyons vigilants à ceux qui crient aux combats et cherchent à créer de l'hostilité".

Pierre Oued.

L'UA exige le respect des «18 mois» de transition



L'Union africaine a exigé également que le pays mette en place de toute urgence le CNT comme prévu afin de rédiger une nouvelle Constitution

L'Union africaine a finalement exigé jeudi que la junte qui a pris le pouvoir au Tchad N'Djamena après la mort du président Idriss Déby Itno achève «en 18 mois» un processus de «transition démocratique» débouchant sur des élections «libres, justes et crédibles» selon la DW.

Le nouveau gouvernement militaire, dirigé par le fils général quatre étoiles de Deby, le sieur Mahamat, a nommé une direction civile de transition avec à sa tête le premier ministre Albert Padacké et a promis le 20 avril de tenir des élections dans les 18 mois. L'UA a déclaré qu'elle «rejette catégoriquement toute forme de prolongation de la période de transition». Dans une résolution rendue publique jeudi sur son site Internet, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA « souligne la nécessité absolue » que la transition vers un régime démocratique soit achevée dans le délai de dix-huit mois annoncé par le CMT à compter du 20 avril.

Le Parlement européen a été plus ferme à l'encontre des militaires au pouvoir. Les députés européens ont condamné la prise du pouvoir par l'armée. En effet, lors d'une session parlementaire le jeudi 20 mai à Bruxelles, les parlementaires européens ont appelé à un retour à l'ordre constitutionnel, selon la DW.

Accélérer le processus d'organisation d'un dialogue national

Le Conseil militaire de transition (CMT) de 15 généraux présidé par Mahamat Idriss Déby a été mis en garde

La suite à la page 15

KENYA

La suite de la page 14



Le Tchad, avec une armée considérée comme la plus puissante de la sous-région, est un pays clé dans la lutte contre les jihadistes au Sahel

par l'UA contre tout changement anticonstitutionnel. L'UA « réitère son rejet total de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement sur le continent » a-t-elle indiqué. Mais elle invoque un Tchad « confronté à des attaques graves et multiformes » de « mercenaires » parmi les rebelles venus de Libye, qu'elle « condamne fermement ». L'Union africaine a exigé jeudi également que « les autorités de la transition mettent en place de toute urgence le CNT comme prévu (…) avec un mandat clair et précis pour, entre autres, rédiger une nouvelle Constitution ». le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA tout en rappelant aux membres du CMT de respecter l'engagement qu'ils ont pris de ne pas se présenter ou de ne pas prendre part aux prochaines élections, exhorte le gouvernement de transition à accélérer le processus d'organisation d'un dialogue national inclusif et transparent et d'une réconciliation nationale.

Pierre Oued.

Le président Uhuru plaide pour davantage de partenariats entre les PME kényanes et américaines



Le président Uhuru Kenyatta à State House, Nairobi, lorsqu'il a rejoint d'autres dirigeants mondiaux dans le Sommet virtuel sur le financement des économies africaines.

Le président Uhuru Kenyatta a déclaré que davantage de partenariats entre les petites et moyennes entreprises (PME) kényanes et américaines contribueraient à libérer l'énorme potentiel commercial qui existe entre les deux pays.

A l'occasion du forum virtuel des dirigeants mondiaux de la Chambre de commerce américaine sur la reprise économique, le président a invité les PME américaines à investir davantage dans le pays en concluant des accords mutuellement avantageux avec leurs homologues kényans, ajoutant que les entreprises sont l'épine dorsale de l'économie dynamique du Kenya.«C'est là que réside la véritable opportunité. Cela ne veut pas dire que nous disons aux grands garçons de ne pas entrer, ils sont déjà là. Les grandes entreprises sont déjà là.«Mais elles n'ont pas la capacité de propulser une croissance inclusive en tant que petites et moyennes entreprises qui ont une bien plus grande capacité à affecter des vies et à changer les moyens de subsistance au niveau local», a déclaré le président Kenyatta. Le chef de l'état a déclaré à

La suite à la page 16

KENYA

La suite de la page 15



Les Etats-Unis soutiennent le Kenya dans la lutte contre la pandémie (Covid-19, et les efforts pour améliorer les opportunités de commerce et d'investissement

Standard media que le Kenya tenait à conclure les négociations pour l'accord de libre-échange avec les États-Unis et a souligné l'importance du secteur privé dans la croissance économique et la création d'emplois du Kenya. Il a invité les entreprises américaines à s'installer au Kenya,affirmant que le pays fournissait un marché prêt pour les produits américains et que son économie était en expansion soutenue par une jeune main-d'œuvre innovante et hautement qualifiée, prête à absorber les investissements et la technologie américains.

Le président Kenyatta a également parlé du changement climatique, affirmant que le Kenya utilisait les technologies de la téléphonie mobile pour stimuler les efforts de conservation de l'environnement et de productivité agricole en partageant des informations sur les pratiques agricoles intelligentes, une meilleure gestion des sols et des pratiques de conservation de l'eau avec les agriculteurs.«Ce sont quelques-unes des choses que nous faisons pour améliorer l'agriculture, mais aussi pour la rendre plus respectueuse du climat tout en augmentant les rendements et en réduisant les coûts pour les agriculteurs», a déclaré le président Kenyatta. Il a déclaré que le Kenya avait fait d'énormes progrès dans le secteur de l'énergie où l'accent a été mis sur l'utilisation de sources vertes d'électricité pour alimenter les secteurs agricole et industriel du pays.«Le Kenya est, par exemple, classé parmi les 10 premiers dans le monde parce que nous avons maintenant près de 90 pour cent de notre énergie provenant de sources vertes - que ce soit géothermique, éolienne ou solaire ainsi que l'hydroélectricité qui a été la source traditionnelle au Kenya pour très longtemps », a déclaré le président.

K.Fiakofi

Burkina Faso Musique Reggae : Ismo Vitalo remporte le Marley d'or 2021

Le commissariat général des Marley d'or a encore tenu son pari cette année avec l'organisation réussie de la soirée des Marley d'or. C'est une cérémonie au cours de laquelle sont récompensés les artistes d'obédience reggae qui se sont distingués au cours de l'année. Et cette année 2021, c'est Ismo Vitalo qui a gravi la haute marche du podium succédant ainsi à Jah Kassa, vainqueur de l'édition dernière.

La 8ème édition des Marley d'or, cette cérémonie de récompenses des «reggae makers» burkinabè, a eu lieu le samedi 22 mai 2021 à Ouagadougou. L'initiateur de la cérémonie, l'artiste Madess de son vrai nom Mahamadi Ouédraogo, et toute son équipe ont su mettre les grands plats dans les petits pour relever ce rendez-vous annuel. Il est évident qu'au fil des ans, cette soirée est devenue l'un des évènements festifs,

La suite à la page 17

BURKINA FASO

La suite de la page 16



Ismo Vitalo, vainqueur des Marley d'or 2021, succède à Jah Kassa, qui avait remporté l'édition dernière

d'expression et récompense le plus médiatisé du pays. Placée cette année sous le thème <<Reggae, facteur d'intégration et de réconciliation>>, la cérémonie des Marley d'or a connu la participation des autorités du pays, des acteurs du monde culturel, des mélomanes et autres anonymes. Pendant plusieurs heures d'horloge, le public a été tenu en haleine par la prestation d'artistes engagés et tout cela dans une ambiance de «Positive vibration». Trois artistes faisaient figures de prétendants sérieux au sacre suprême, le Marley dor. Il y avait Ismo Vitalo, ZMO et Rasteva. À l'arrivée c'est le transfuge de l'ex groupe reggae Les Vitalo, Ismo qui remporte le premier prix, composé du trophée, le Marley d'or. Il a été également désigné Marley du public récompense obtenue à l'issue du vote du public. Le nouveau gagnant succède ainsi à Jah Kassa, lauréat de la dernière édition, 2020.

Pour rappel, Ismo Vitalo à l›état civil Ismaël Yoda est un ex-membre du groupe «Les Vitalo», dans lequel il évoluait avec son ami Abass Vitalo. Depuis un certain temps, Ismo évolue en solo et arrive à tirer son épingle du jeu en témoigne cette présente distinction. Bon vent à l'artiste.

Abdoul Karim TAPSOBA

ERRATUM

Dans le numéro 1632 du QNA paru le 24 mai 2021, la brève intitulée

"CONGO BRAZZAVILLE / Mbandaka : la Police interpelle huit présumés voleurs des matériels informatiques et agricoles" s'est glissée une erreur au niveau du titre, au lieu de Congo Brazzaville, il s'agissait plutôt de la République Démocratique du Congo. Toutes nos excuses à nos lecteurs.

BURKINA FASO

CRISE SCOLAIRE AU BURKINA
Le "G16" donne sa lecture de la situation

Dans une déclaration dite " Déclaration du G 16 sur la crise consécutive aux réformes des examens et concours scolaires au Burkina Faso", seize syndicats regroupés dans un groupe dit G16 donnent leur lecture de la situation dans la déclaration suivante. Lisez !

SATEB – SYNAVS – FESEB – SNESS – SPESS – STAGE – SYNATRENF - SYNETI – SNEP – SYNATRAS – SYNAPEP– SNEA-B – SYNAPOSPB - SYNAPEP-B

Déclaration du G16 sur la crise consécutive aux réformes des examens et concours scolaires au Burkina Faso

Depuis mars 2021, le système éducatif burkinabè fait face à une nouvelle crise. Cette crise est consécutive aux réformes des examens et concours scolaires, notamment le BEPC et le baccalauréat.

Si ces réformes touchent aussi bien le Certificat d'études primaires (CEP), l'entrée en sixième, le Brevet d'études du Premier Cycle (BEPC), l'entrée en seconde et le Baccalauréat, les réformes qui font l'objet de contestations sont celles liées à la suppression des sujets au choix en Histoire-Géographie (HG) et en Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) au BEPC et le changement du département ministériel organisateur de l'examen du baccalauréat.

Ces contestations se manifestent par des débrayages, des marches, des déclarations ou des débats émanant à la fois d'élèves et d'enseignants, de parents d'élèves, de syndicats, et autres acteurs de l'éducation.

Acteur actif du secteur de l'éducation au Burkina Faso, le G16 entend donner sa lecture de la situation à travers la présente déclaration.

Avant tout propos, nous déplorons le décès de l'élève KINDA Cécile de la classe de 3ème à Kongoussi dû à une manifestation d'élèves le 29 avril 2021 alors qu'elle se trouvait en cours sur un terrain d'Education Physique et Sportive (EPS). Puisse son âme reposer en paix et que Dieu console ses parents et toute la communauté éducative.

Les systèmes éducatifs dans leur ensemble, au cours de leur évolution sont appelés à repenser leur dispositif organisationnel et institutionnel, les modalités de fonctionnement, les priorités en matière d'éducation et les visions du système éducatif en fonction du dynamisme des besoins sociétaux et des exigences de la mondialisation. Ainsi, autorités politiques et acteurs pédagogiques s'évertuent, en continue, à identifier les éléments qui entravent le développement de l'accès à l'éducation à tous les niveaux et les déterminants de la qualité interne et externe de l'éducation pour y apporter des réponses appropriées.

Au Burkina Faso, des études réalisées ces dernières années sur le système éducatif et l'actualité montrent à souhait, la nécessité d'entreprendre des réformes, voire une refondation de ce système éducatif.

De ce point de vue, s'opposer systématiquement à toute réforme peut s'apparenter à un déni puéril, irréaliste et une fixation à l'inertie dans un monde en perpétuel mouvement.

En rappel, le format du baccalauréat au Burkina Faso a connu en moins de 25 ans trois changements qui n'ont ébranlé en rien sa réputation et sa qualité tant au niveau national qu'international (le Baccalauréat en un tour avec des épreuves de rattrapage, le Baccalauréat en deux tours avec des disciplines de spécialités

La suite à la page 19

La suite de la page 18

pour la présélection et le Baccalauréat en deux tours avec un second tour qui consiste à permettre aux candidats ayant au moins 8/20 de moyenne de reprendre certaines matières de base selon la série). Ces réformes ont permis d'améliorer les taux de succès au Baccalauréat.

S'agissant du caractère participatif, il convient de retenir que les réformes doivent revêtir un caractère inclusif pour que les personnes ressources ayant une longue expérience en matière d'éducation et des compétences plurielles puissent participer à la construction d'un système éducatif efficace et efficient.

Sans nier le droit de participation des apprenants à la construction des savoirs et à la mise en œuvre des innovations, il convient de relativiser cette participation car dans aucune société au monde, les apprenants ne décident du contenu de leur apprentissage ni des modalités de leur évaluation.

Il est plutôt du droit et même du devoir des gestionnaires du système éducatif d'entreprendre des réformes tant que l'ambition desdites réformes est l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif. Pour rappel, le Baccalauréat était organisé par l'université car le secondaire au départ ne disposait pas de ressources humaines pour le faire. Il fallait compter sur les doctorants qui intervenaient à la fois à l'université et au secondaire. En outre, depuis les négociations de 2016 entre les syndicats du supérieur et le gouvernement ayant abouti à un protocole d'accord créant le statut de l'assistant qui appartient désormais et exclusivement au supérieur, juridiquement, l'organisation du Baccalauréat n'est plus du domaine de compétence de l'université.

Toutefois, si des reformes se fondent sur des objectifs insidieux de contingentement des élèves et étudiants ou des calculs macroéconomiques savants pour restreindre progressivement l'accès aux universités publiques et diminuer les dépenses publiques, elles sont à proscrire.

C'est pourquoi nous prenons à témoin cette déclaration du gouvernement qui, à travers le Ministre de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, se veut rassurant : *« J'aimerai rassurer les acteurs de l'éducation que les modalités d'accès à l'université ne connaîtront pas de changement comme c'est le cas dans les pays comme le Mali, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Les bacheliers pourront continuer à s'inscrire sur la plateforme Campus Faso pour les différentes orientations, comme c'est le cas actuellement pour les titulaires du baccalauréat du Mali, du Benin et de la Côte d'Ivoire qui se sont toujours inscrits dans les universités du Burkina Faso sans qu'un concours ne soit organisé à leur endroit ».*

Au regard de ce qui précède, le G16 :

- déplore et condamne fermement la violence exercée aussi bien par les forces de défense et de sécurité que par les élèves lors des manifestations ;
- appelle les élèves à la retenue pour un bon achèvement de l'année scolaire ;
- invite le gouvernement à privilégier le dialogue tout en mettant en place des approches plus inclusives dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes;
- exhorte les parents d'élèves et la communauté éducative à sensibiliser les élèves frondeurs ;

La suite à la page 20

La suite de la page 19

- encourage les enseignants et autres acteurs de l'éducation à se mettre dans une disposition d'achèvement de l'année scolaire dans l'intérêt des élèves et de toutes les populations burkinabé ;
- interpelle le gouvernement à communiquer davantage sur les mobiles de la réforme et à rassurer les populations quant au droit de tout bachelier d'accéder à une université publique du pays ;
- recommande au gouvernement d'inscrire les réformes querellées dans les assises nationales sur l'éducation dans l'optique de partager le bien-fondé de ces réformes à tous les acteurs de ces assises qui décideront ou pas de la poursuite de ces réformes ;
- invite les organisations syndicales et autres associations qui soutiennent les élèves à jouer plutôt la médiation entre élèves et gouvernement dans l'intérêt supérieur de la nation.

En tout état de cause, le G16 reste attaché à une éducation de qualité et accessible à toutes les filles et à tous les fils du pays, une éducation où chaque acteur connait son rôle, ses prérogatives et les remplit selon la déontologie requise.

Ouagadougou le 14 mai 2021

Ont signé :

Pour le SATEB

ZONGO Bernard

Pour le SYNAVS

DIPAMA Charles

Pour la FESEB

SOME Y. Séraphin

Pour le SNESS

ZONGO Anatole

Pour le SPESS

LANKOANDE Arouna

Pour le STAGE

BONKOUNGOU Jean-Baptiste

Pour le SYNATRED

SIA Z. Patrice

Pour le SYNETI

KAFANDO Xavier

Pour le SNEP

ZANGRE Pierre

Pour le SYNATRAS

SAWADOGO Alexandre

Pour le SYNAPEP

BELEM Bonaventure

Pour le SNEA-B

TRAORE Siaka

Pour le SYNAPEP-B

KABORE Jean

Pour le SYNAPOSPB

KIEMTORE Moktar

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mozambique: l'entretien routier coûte 800 millions de dollars par an - rapport AIM



Le Mozambique a besoin de 800 millions de dollars américains chaque année pour garantir l'entretien et le pavage du réseau routier national, selon le ministre des Travaux publics, Joao Machatine. S'exprimant jeudi, à l'ouverture de la réunion annuelle du Programme intégré du secteur routier (PRIZE), il a déclaré que, pour éviter de recourir à des financements extérieurs ou au budget de l'État, le pays avait adopté le principe de «l'utilisateur payeur», grâce à la construction de barrières de péage.

Centrafrique: Le second tour des élections législatives s'est bien déroulé



En Centrafrique, 50 circonscriptions sur 140 étaient appelées à voter ce dimanche 23 mai pour des élections législatives débutées le 27 décembre 2020, mais fortement perturbées par les groupes armés. Il s'agissait donc d'élections partielles : le 2e tour pour 42 circonscriptions, et 8 autres « résiduelles », dans lesquelles un nouveau premier tour était organisé. Le scrutin s'est globalement déroulé dans le calme, malgré quelques incidents isolés, selon les informations disponibles, un seul bureau de vote n'a pas pu ouvrir. Pour le président de l'Assemblée nationale des élections, Me Mathias Morouba, le bilan de ce troisième tour est par conséquent plutôt positif. Pour lui, une nouvelle page se tourne, dans l'histoire du pays.

Le Royaume-Uni enverra 250 soldats spécialisés en Somalie pour combattre les terroristes d›Al Shabab



La Grande-Bretagne doit envoyer 250 soldats en Somalie alors que le pays se bat contre les terroristes d'Al Shabab. Le déménagement, qui aura lieu «dans les 12 prochains mois:», représentera le premier engagement officiel du nouveau régiment des Rangers de l'Armée. Cela survient quelques mois seulement après l'annonce de la création de la Brigade d'opérations spéciales par l'ancien commandant du SAS, le général Sir Mark Carleton-Smith, qui dirige actuellement l'armée britannique. Selon sa vision, quatre bataillons «toutes armes», contenant chacun 250 unités spéciales de Rangers, appuieront le SAS et se déploieront dans des missions de formation et de conseil à travers le monde.

Les États-Unis imposent des restrictions de visa aux responsables éthiopiens et érythréens au Tigré



Les États-Unis ont annoncé des restrictions de visa pour les responsables éthiopiens et érythréens accusés d'avoir intensifié la guerre de six mois dans la région éthiopienne du Tigray, affirmant que les personnes impliquées n'avaient «pris aucune mesure significative pour mettre fin aux hostilités». Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré dimanche qu'il imposait également des restrictions à l'aide économique et sécuritaire à l'Éthiopie, mais aussi à l'aide humanitaire dans des domaines tels que la santé, l'alimentation et l'éducation. Les troupes éthiopiennes et les soldats de l'Érythrée voisine ont été accusés de massacres et de meurtres dans leur combat contre le groupe rebelle.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Sao Tomé et Principe : Le gouvernement fait don de vivres à des associations caritatives pour atténuer les effets du Covid-19



Le gouvernement de Sao Tomé a distribué ce 24 mai quatre mille sacs de riz du Japon aux institutions sociales et humanitaires pour les aider dans des actions de soutien aux personnes âgées, handicapées et aux enfants, surtout compte tenu des effets du Covid-19, selon le ministre du Travail. La cérémonie de distribution du riz a eu lieu dans un entrepôt à Almeirim, à la périphérie de la capitale de São Tomé en présence du ministre du Travail, de la Solidarité, de la Famille et de la Formation professionnelle, Adlander Matos et du secrétaire d'État au Commerce et Industrie, Eugénio Graça devant les représentants des organisations sociales, des services de santé, des écoles, des forces militaires, des paramilitaires et autres institutions similaires.

Libye: Réouverture imminente de l'ambassade du Qatar à Tripoli



Le ministère libyen des Affaires étrangères a annoncé, dimanche, l'activation des accords avec le Qatar, et la réouverture imminente de l'ambassade de Doha à Tripoli.C'est ce qui ressort d'une conférence de presse conjointe de la ministre libyenne des Affaires étrangères, Najla Mangoush, et de son homologue qatari, Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani, à Tripoli, en marge de la première visite de ce dernier en Libye, selon les médias libyens.« Nous avons convenu avec la partie qatarie d'activer les accords entre les deux pays, et nous avons appelé sa délégation à la réouverture de l'ambassade de Doha à Tripoli. Nous avons entendu de bonnes nouvelles de la délégation qatarie, à ce sujet », a déclaré la cheffe de la diplomatie libyenne, sans fixer de date à cet effet. Selon le site Aa , le ministre qatari a affirmé la ferme position de son pays à l'égard de la Libye concernant le soutien du processus politique sous la direction des Nations Unies.»Nous avons convenu de former un comité pour étudier les accords signés entre les deux pays, en plus de former des groupes de travail pour évaluer les domaines de soutien», a-t-il indiqué, exprimant son aspiration à intensifier l'échange de visites réciproques entre les responsables des deux pays en vue de renforcer les possibilités de coopération.

La région des lacs du Kenya : nouvel épicentre des infections par le coronavirus



La région des lacs du Kenya a enregistré un pic d'infections par le coronavirus, la région devenant le nouvel épicentre de la maladie dans le pays. Selon le ministère de la Santé. Les comtés de la région bordant le lac Victoria, à savoir Kisumu, Kakamega, Siaya, Bungoma, Nyamira, Busia, Migori, Homa Bay et Kisii, représentent jusqu'à 50 % des infections quotidiennes, dépassant la capitale Nairobi et la ville côtière de Mombasa, qui étaient des foyers depuis l'apparition de la maladie en mars 2020.Samedi, Kisumu a enregistré le plus grand nombre d'infections dans tout le pays, avec 103 cas, devant Nairobi, qui a enregistré 61 des 573 cas sur un échantillon de 5.798 tests effectués au cours des dernières 24 heures, a indiqué Mutahi Kagwe, secrétaire de cabinet du ministère de la Santé, dans un communiqué.De même, Kisii

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

a enregistré 28 cas, Busia 24, Kakamega 22, Bungoma 12 et Nyamira 9, alors que la maladie se propage dans la région.La tendance dans la région des lacs est enregistrée depuis plus d'une semaine, la région ayant contribué à 261 des 659 cas enregistrés vendredi sur un échantillon de 6.972 personnes.

Gabon : paralysé par la COVID-19, le championnat de football pourrait reprendre en septembre



Le championnat national gabonais de football, interrompu brutalement en mars 2020 à cause de la pandémie de COVID-19, pourrait être relancé en septembre, a annoncé samedi à l'agence French china,le président de la Ligue nationale de football (LINAF) du Gabon, Brice Bika Ndjambou. Il a fait cette annonce à l'occasion de la cérémonie de clôture des Assises du championnat, qui se sont tenues à Libreville du 10 au 22 mai.Depuis plusieurs années, le championnat national de football n'arrive jamais à son terme, la compétition étant souvent interrompue faute de financement.En 2014, année au cours de laquelle il a été décidé de faire de la compétition un championnat professionnel, le budget a été porté à 11 milliards de francs CFA. L'ambition était d'opérer le recrutement des meilleurs footballeurs grâce à des rémunérations intéressantes et de bien équiper les clubs pour les rendre plus compétitifs.

Covid-19: le Cap occidental d'Afrique du Sud se dirige vers la troisième vague



Les chiffres montrent que la province sud-africaine du Cap-Occidental, qui abrite la capitale législative du Cap, se dirige vers une troisième vague de COVID-19, a déclaré dimanche un responsable provincial. La province, située à l'extrémité sud-ouest du pays est actuellement confrontée à une résurgence de la pandémie, le nombre de cas ayant augmenté chaque jour au cours des 12 derniers jours, a déclaré le Premier ministre du Cap-Occidental, Alan Winde, dans un communiqué, tout en soulignant que le comportement personnel dans la prévention de la propagation du COVID-19 était le facteur le plus important pour ralentir l'apparition de la troisième vague, qui pourrait arriver dans deux à trois semaines sur la trajectoire actuelle. Il a assuré au public que la province était entièrement préparée à la recrudescence des cas grâce à un plan en cinq points, comprenant le changement des comportements communautaires, la surveillance et la réponse aux épidémies.M. Winde a également déclaré que la province disposait de suffisamment de lits, d'oxygène et de personnel pour faire face à la troisième vague.

14 morts dans un accident de la route en Guinée-Bissau



Quatorze personnes sont mortes dans le sud de la Guinée-Bissau après qu'un camion cargo s'est écrasé dans les maisons du village, selon la police. Le conducteur accélérait dans un virage lorsqu'il a perdu le contrôle et a fait carrière dans le petit village de Cambesse, à 180 km au sud de la capitale Bissau.Treize personnes ont été tuées lorsque le camion a traversé plusieurs maisons aux premières heures de dimanche, a déclaré un policier qui a refusé d'être nommé. Le chauffeur a également été tué.Un employé de l'hôpital de Bissau a confirmé le nombre de morts. La route au sud de la capitale est souvent fréquentée lors de la récolte printanière de noix de cajou, principale exportation du pays.

ANNONCE



BOURSES D'ETUDES 2021

Master 1 et 2

Gestion Administrative, Comptable et Financière

www.formationenligne.org

ONLINE TRAINING CENTER

Mention spéciale : toutes les filières sont des
Instituts Sciences Campus et
de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02

ANNONCE

Bourses d'études 2021

Suivi Evaluation
des Projets et Programmes

Management
des Projets et Programmes

MASTERS

Gestion Administrative,
Comptable et Financière

www.formationenligne.org

OTC

BOURSES
D'ETUDES
2021

Masters

- Gestion d'Entreprise
- Gestion des Ressources Humaines
- Marketing
- Transport Logistique

www.formationenligne .org

Mention spéciale : toutes les filières sont des Instituts Sciences Campus
et de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02

OTC
ONLINE TRAINING CENTER

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque viapresse.com Cdiscount
MONKIOSK.com fnac viapress.be
SOGAPRESSE ePresse Cultura
emediaplace France loisirs scopalto
orange Tego